NIEUW-VLAAMSE ALLIANTIE

A la moitié de la législature, il est temps de siffler la fin de la récré

Notre première conférence de presse face à vous remonte à deux ans. Que le temps passe vite... À l'époque, nous nous interrogions « Mais où est Rudi ? ». Il faut dire que l'homme est passé maître dans l'art de ne pas gouverner. Et autant dire que les choses ne se sont pas vraiment améliorées au cours de l'année écoulée. Bien au contraire ! La majorité bruxelloise excelle davantage à se chamailler qu'à gouverner.

Pensez notamment aux dossiers brûlants pour lesquels des menaces de majorité alternative planent : la neutralité, les taxis et l'abattage sans étourdissement. Les partis de la majorité bruxelloise sont davantage en opposition les uns avec les autres.

Mais nos trois parlementaires ne sont pas restés les bras croisés pour autant : en plus d'être constructifs, ils ne lâchent pas l'affaire quand c'est nécessaire. **En témoignent les 546 questions soumises à ce jour et les 37 propositions de loi.**

Nous profiterons de cette conférence de presse pour développer un certain nombre de dossiers.
Le gouvernement Vervoort III est aujourd'hui à mi-parcours. Certes, elle a été largement marquée par la crise sanitaire. Mais se cacher derrière cette excuse serait inacceptable. Lorsqu'une telle crise se dresse devant vous, il vous revient de la gérer vous-même. Et en pareille situation, s'il y a bien des domaines dans lesquels le ministre de la Santé Maron (Ecolo) a excellé, c'est dans l'incompétence et l'enchaînement d'erreurs. De son côté, sa collègue Van den Brandt (Groen) était tout simplement aux abonnés absents et a complètement échoué dans sa mission.

Bruxelles a un gros problème : son faible taux de vaccination ! Cela s'explique d'une part par sa population diversifiée, alimentée par une multitude de sources d'information, dont certaines sont plutôt douteuses. Mais n'oublions pas que cette diversité s'observe également du côté de Gand ou d'Anvers, où le taux de vaccination est considérablement plus élevé. Prenons l'exemple d'Anvers : dès le début de la pandémie, alors qu'on ne parlait pas encore de vaccins, des « personnes clés » de chaque communauté (qui peut elle-même être très diverse) ont informé les gens sur l'efficacité et les avantages du vaccin.

À Bruxelles, ces « personnes clés » n'ont été envoyées sur le terrain que bien plus tard. Maron aurait pourtant dû savoir dès le départ que cette diversité pouvait devenir un obstacle.

Qui dit diversité dit également « intégration ». La diversité, c'est un fait. Point. Elle est là, et elle n'est pas près de disparaître. Mais alors que la Flandre et la Wallonie disposent d'un programme d'intégration des nouveaux arrivants depuis respectivement 2004 et 2016, Bruxelles est constituée de nombreux îlots où la méfiance règne en maître et où le gouvernement n'a aucun contrôle sur la situation. Le résultat ? Un taux de vaccination désespérément bas.
Autre problème : la gestion de Bruxelles est tout sauf uniforme. La Région se compose de 19 communes, chacune d'entre elles ayant sa propre politique en matière de lutte contre le coronavirus. Cette situation est tout bonnement absurde et vouée à l'échec.

Qui plus est, la pandémie s'est accompagnée tout du long d'une constante immuable : le refus du ministre de la Santé Maron de communiquer clairement et de fournir au Parlement des informations correctes.
Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se brise. À la mi-septembre, alors que l'opinion publique, la presse et même les collègues de la coalition étaient également remontés, nous avons demandé la démission du ministre Maron au nom de Gilles Verstraeten. Enough is enough.

Comme toute autre capitale, Bruxelles doit également faire face à des problèmes de drogue et de criminalité grave. Mais là où d'autres régions reconnaissent ce problème et s'y attellent, les autorités bruxelloises préfèrent fermer les yeux, font preuve d'un manque de détermination affligeant et préfèrent pointer Anvers du doigt. Ce qui est bien dommage, car la drogue et sa criminalité sont un véritable fléau pour tous les Bruxellois, quels que soient leur origine, leur religion, leur sexe ou leur statut social.

Que Bruxelles soit un endroit sûr par rapport à d'autres grandes villes, comme le ministre-président Vervoort aime le rappeler, n'est qu'une maigre consolation.
Si un quartier est en proie à une forte violence armée (comme cela s'est produit récemment dans le vieux Molenbeek), c'est un signal d'alarme qui doit être pris très au sérieux. Le fait que la lutte contre le crime organisé ait disparu des plans régionaux de sécurité, dans lesquels les priorités sont énumérées, est loin d'être rassurant.

Nos services de police judiciaire ont récemment fait une avancée majeure. Ils sont parvenus à s'introduire dans les communications cryptées des cartels de la drogue. Des millions de messages ont permis de comprendre avec qui et comment ces gangs communiquent. La ville portuaire d'Anvers est principalement au centre de cette affaire, ce qui n'est pas vraiment surprenant. Toutefois, Bruxelles semble également être un point chaud.

Les 114 perquisitions effectuées dans le cadre d'une vaste enquête antidrogue font toujours écho à Bruxelles. À Saint-Josse-ten-Noode, Uccle, Molenbeek-Saint-Jean et Haren, notamment, la police était sur le pas de la porte dès 5 heures du matin. 1100 policiers ont participé à cette enquête et 64 personnes ont été arrêtées. Le directeur de la Police judiciaire fédérale a même qualifié Bruxelles de « plaque tournante du réseau de distribution de la mafia albanaise ».

Il est évident qu'il y a un problème de sécurité à Bruxelles. Quiconque le nie se mettrait quelque peu dans la peau de « Comical Ali », ce ministre irakien qui affirmait, alors que la guerre faisait rage en Irak, qu'il n'y avait pas de troupes américaines à Bagdad.

Mathias Vanden Borre suit cela de très près, au grand dam de Vervoort lui-même qui, en tant que ministre-président, est également en charge de la sécurité.

De son côté, le libéral Sven Gatz, ministre bruxellois des Finances, n'est pas non plus exempt de tout reproche. Chaque année, la Cour des comptes relève des irrégularités, des chiffres erronés et un manque total de transparence dans les comptes bruxellois. Les choses n'ont pas vraiment changé ces deux dernières années, si ce n'est que la dette bruxelloise a augmenté plus rapidement que jamais. En à peine une demi-législature, la dette directe a augmenté de quelque 3,5 milliards d'euros. La cheffe du groupe N-VA, Cieltje Van Achter, a demandé la démission du ministre Gatz.

Si nous voulons un jour rembourser ces dettes, il nous faut faire des économies structurelles et des réformes. Tout ce que ne fait pas Vervoort III. Avec toutes sortes d'astuces budgétaires, le ministre Gatz promet cependant un budget à l'équilibre pour 2024. Mais cela serait tourner le dos à la réalité : bien après 2024, la dette continuera d'augmenter de centaines de millions chaque année. SmartMove et un refinancement de Bruxelles sont les solutions structurelles que propose le ministre Gatz et avec lesquelles il envoie la facture aux navetteurs et aux contribuables flamands.

Les choses sont donc déjà claires : Bruxelles viendra avec une liste de demande lors des négociations pour la prochaine réforme de l'État. Cependant, le Parlement ne se préoccupe pas de savoir à quelles autres réformes institutionnelles les

Bruxellois aspirent. Alors que tous les autres parlements du pays réfléchissent aux réformes institutionnelles nécessaires, on observe un silence assourdissant à Bruxelles. Quand on sait que notre capitale va constituer l'une des questions centrale, on ne peut qu'être surpris.

Toutefois, chaque membre du gouvernement débarque avec des idées. Le ministre Gatz, par exemple, a commandé deux études : « Comment refinancer Bruxelles ? » et « Comment transférer au niveau régional les compétences communautaires telles que l'enseignement et les soins de santé ? » Nous nous posons la question suivante : les Flamands de Bruxelles sont-ils demandeurs d'un transfert de notre enseignement flamand vers le gouvernement bruxellois ? Et ce gouvernement va assurer le bilinguisme ?

Depuis des décennies, le bilinguisme de Bruxelles laisse beaucoup trop à désirer. Le rapport linguistique annuel du vice-gouverneur de Bruxelles montre à chaque fois que les communes et CPAS bruxellois bafouent complètement la législation linguistique. Même le ministre du multilinguisme, Sven Gatz, n'y a rien changé. Pire encore, et ce sous son œil approbateur, Bruxelles devient de plus en plus anglicisée. Des services en anglais dans les maisons communales au changement de nom des Journées du patrimoine en « Heritage Days », tout semble avoir plus d'importance que l'application de la législation linguistique existante. Avec notre résolution réclamant le respect de la législation linguistique, les autres partis peuvent enfin annoncer la couleur.

Absence de réformes institutionnelles intrabruxelloises (Mathias)

La N-VA réclame depuis des années la fusion des communes bruxelloises. Nous avons déjà pris de nombreuses initiatives pour réduire les structures et les mandats, ce qui serait indéniablement à l'avantage de tous les Bruxellois. À cet égard, nous n'avons jamais reçu de soutien ou d'opposition substantielle de la part de One.brussels-vooruit ou de son parti frère, le PS. Bien au contraire : les socialistes siègent au gouvernement bruxellois depuis des années, mais ils n'ont jamais fait un pas vers une fusion ou une simplification effective. Diverses études révèlent que ces dernières années, Bruxelles n'a fait que gagner en complexité institutionnelle et que la charge de travail du gouvernement n'en est que plus lourde.

Le gouvernement bruxellois entend bien organiser des États généraux, où l'organisation des communes, des CPAS, des zones de police et de la Région sera discutée. Mais pour le sentiment d'urgence, on repassera. Le processus est très lent et compliqué. C'est comme si le ministre en fonction, Clerfayt, voulait délibérément retarder le processus le plus longtemps possible. Entre-temps, même les partenaires de la coalition verte commencent à trouver le temps long. Les États généraux n'auront finalement été qu'une mesure pour rien, car l'issue est déjà connue. Le gouvernement entend revaloriser (lisez « augmenter ») la rémunération des mandats exécutifs des administrations communales. Une autre table de négociation (R+19) va également voir le jour, où la Région et les communes échangeront sur les objectifs stratégiques et opérationnels. Il reste à voir dans quelle mesure ces échanges seront transparents et si cela permettra de débloquer de nombreux dossiers brûlants.

Il faut regarder la réalité en face : la situation n'est plus tenable. Plus de la moitié des communes font l'objet d'un plan de redressement financier. En outre, la capacité financière des communes est très variable. Par exemple, la commune de Ganshoren doit se contenter de 1 200 euros par habitant, alors que des communes comme Bruxelles et Saint-Josse disposent de 3 000 euros ou plus par habitant. On peut donc se demander dans quelle mesure les services aux Bruxellois diffèrent d'une commune à l'autre. Au lieu de prendre des mesures structurelles, le ministre Clerfayt va quelque peu bricoler avec le fonds communal. Ce n'est pas une garantie de succès et les flux financiers entre la Région et les communes deviendront encore plus complexes et opaques.
La N-VA en a marre d'attendre. Nous avons récemment soumis un projet d'ordonnance visant à intégrer les 19 CPAS bruxellois dans les administrations communales, par analogie avec la réforme en Région flamande. Ensemble, les 19 administrations communales pourraient ainsi réaliser pas moins de 30 millions d'euros d'économies en une seule législature, et la Région de Bruxelles-Capitale comptera 269 mandats de moins (dont 250 politiques). C'est déjà un premier pas vers une ville-région simplifiée.

NIEUW-VLAAMSE ALLIANTIE

Intégration (Gilles)

L'introduction de l'intégration obligatoire pour les nouveaux arrivants à Bruxelles a été reportée pour la quatrième fois. La nouvelle date cible ? Le 1er avril, soit respectivement cinq et trois ans après l'adoption de l'ordonnance et de l'accord de coopération avec la Communauté flamande. La probabilité que les parcours d'intégration obligatoires puissent commencer dans les neuf semaines est toutefois faible. La réglementation n'est pas encore finalisée, le logiciel est loin d'être opérationnel, et les communes restent dans l'ignorance la plus totale sur de nombreux aspects. Entre-temps, la Flandre a fait ses devoirs depuis longtemps et est prête à mettre en place 4 000 parcours d'intégration à Bruxelles.

Plus l'introduction de l'obligation s'éternise, plus on soupçonnera le ministre Maron de travailler principalement sur son propre plan directeur : un parcours d'intégration unifié à Bruxelles. Les premières mesures ont déjà été prises, puisque l'insertion des parcours d'intégration francophones dans la Commission communautaire commune (Cocom) pourrait, selon le ministre, « avoir lieu dans les prochains mois ». Un parcours d'intégration bruxellois, une volonté reprise dans l'accord de gouvernement, est directement contraire à l'accord de collaboration avec la Communauté flamande. Cela signifierait également un nouveau désavantage pour la langue néerlandaise à Bruxelles, puisque la Cocom est de facto majoritairement unilingue français.

Bien que nous nous attendons à ce que l'obligation devienne au final un poisson d'avril, de plus en plus de personnes se rendent compte que les parcours d'intégration sont essentiels pour faire de notre capitale un modèle de société fondé sur la solidarité et le sentiment d'appartenance. La crise sanitaire a clairement montré qu'une partie considérable des Bruxellois n'avaient pas accès à des services fondamentaux tels qu'un médecin de famille ou un CPAS et ne faisaient pas confiance aux autorités concernant la vaccination, par exemple. Pendant ce temps, la pauvreté continue de grimper dans la capitale et la participation des nouveaux arrivants au marché du travail est honteusement basse. L'intégration permet aux nouveaux arrivants d'être autonomes et de démarrer une nouvelle vie plus rapidement tout en créant des liens avec le système. Il est crucial que l'intégration obligatoire devienne dès que possible une réalité.

Approche régionale du chômage - Pauvreté (Gilles)

Près de quatre Bruxellois sur dix (38 sont menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale. Ce nombre est plus de deux fois supérieur à celui de la majorité des capitales européennes, et 10 % supérieur à celui de la deuxième ville la plus pauvre, Vienne. Le nombre de jeunes âgés de 18 à 24 ans vivant avec un revenu d'intégration a presque doublé entre 2010 et 2020. Les prix élevés de l'énergie menacent de pousser encore plus de Bruxellois au fond du trou. Les chômeurs sont principalement ceux qui ne peuvent pas payer leurs factures. Un enfant sur quatre grandit dans une famille sans parents actifs, ce qui place également Bruxelles au bas de l'échelle européenne. Plus d'un Bruxellois sur quatre en âge de travailler n'a pas d'emploi. Un peu moins d'un Bruxellois sur trois est même inactif : il ne travaille pas et ne cherche pas d'emploi. Près d'un jeune bruxellois de moins de 25 ans sur quatre est quant à lui au chômage. Selon le gouvernement, le risque est grand de voir le taux de chômage vertigineux à Bruxelles (15,2 %) exploser une fois l'expiration des mesures de soutien fédérales, le 31 mars prochain.

La priorité de ce gouvernement devrait donc être l'emploi, mais il ne présente que des plans vagues et des promesses vides. Le gouvernement veut se concentrer sur la formation, mais les budgets ne suivent pas. Au lieu de cela, des millions d'euros partent dans des contrats subventionnés et dans des emplois coûteux dans la fonction publique. Des subventions pour des entreprises qui ne les attendent pas. Afin de stimuler la relance - qui s'amorce plus lentement à Bruxelles que dans les autres Régions -, le gouvernement doit miser sur l'activation et la formation. Les quelque 100 000 postes vacants sur le site d'Actiris ne mentent pas : l'offre est là ! Le gouvernement doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour réduire l'inadéquation entre les qualifications des demandeurs d'emploi et la demande des employeurs. Dans le même temps, il est important de coopérer encore plus intensément avec la Flandre, comme dans la périphérie, où les entreprises sont à la recherche de travailleurs (peu qualifiés). Le gouvernement manque également d'une politique claire visant la création d'emplois dans le secteur privé et d'un plan ambitieux pour stimuler l'esprit d'entreprise chez les Bruxellois.

NIEUW-VLAAMSE ALLIANTIE

Sans-abri et transmigrants (Gilles)

Impossible de passer à côté, surtout dans et aux abords des gares : le nombre de sans-abri à Bruxelles augmente d'année en année. Bruss'Help, le centre régional de coordination pour les sans-abris recensait 5 313 sans-abris en novembre 2020, soit trois fois plus qu'il y a 12 ans. Parmi ceux-ci, 1 100 femmes et 933 enfants, soit 50 % de plus qu'en 2018. Le nombre réel est sans doute beaucoup plus élevé, car beaucoup restent sous le radar. La commission délibérative consacrée au sans-abrisme et au mal-logement de l'année dernière a clairement indiqué que ce problème inquiétait de nombreux Bruxellois.

Le gouvernement annonce qu'il se concentrerait sur des solutions structurelles au problème des sans-abri par le biais d'initiatives telles que Housing First, mais qu'il développerait en même temps les accueils d'urgence. Bruss'Help estime que 50 à 70 % du problème des sans-abri à Bruxelles était lié à l'illégalité et à la migration. De plus en plus de transmigrants se dirigent vers des centres d'accueil accessibles à tous comme le Samusocial, ce qui fait qu'ils sont saturés chaque année et que les gens se retrouvent à la rue dans un froid épouvantable. Cependant, le gouvernement bruxellois n'est pas compétent pour l'accueil des transmigrants. Au lieu de les renvoyer aux procédures fédérales d'asile et de migration, le gouvernement ancre la politique illégale d'accueil des transmigrants avec l'arrivée d'un grand centre à Haren. Cela fera de Bruxelles une plaque tournante encore plus importante pour le trafic d'êtres humains et aggravera le problème des sans-abri qui ne cesse de s'aggraver dans la ville.

Énergie et climat (Cieltje)

Le marché bruxellois de l'énergie est le vilain petit canard de ce pays et la situation devient intenable. Il n'y a plus que deux fournisseurs actifs à Bruxelles qui proposent des contrats aux nouveaux clients, à savoir Engie et Lampiris. Les Bruxellois se retrouvent confrontés à un duopole, et ont ainsi tout sauf l'embarras du choix. La raison ? Un paradoxe de la gauche sur le marché de l'énergie bruxellois : une réglementation excessive visant à protéger les familles vulnérables s'est traduite par un échec de la libéralisation. Par conséquent, ces familles vulnérables bruxelloises en paient aujourd'hui le prix. À Bruxelles, une famille moyenne paie environ 300 euros de plus par an pour sa partie énergie qu'en Flandre. Et ce, à un moment où les prix de l'énergie sont à leur plus haut niveau depuis plus de dix ans et où il vaut donc la peine pour le consommateur de comparer les fournisseurs et de choisir le moins cher.

Le ministre Maron annonce depuis un certain temps qu'il veut rendre le marché bruxellois de l'énergie plus attractif pour les fournisseurs à travers quelques initiatives réglementaires, mais sans toucher à la protection des consommateurs. Puisque c'est précisément le point que les fournisseurs ne cessent de citer comme raison de leur départ, ces ajustements ne seront donc pas d'une grande utilité. Les plans de Maron ont eu peu d'impact sur Octa+, qui a décidé juste avant la fin de l'année de mettre fin unilatéralement à tous ses contrats bruxellois.

La facture d'électricité restera néanmoins très importante pour de nombreux Bruxellois dans les années à venir. Pensez à l'interdiction du diesel que le gouvernement bruxellois veut introduire d'ici 2030. Reste à savoir à quoi la situation ressemblera concrètement. Il ne faut pas espérer voir le plan climatique pour Bruxelles approuvé avant mars 2023. La seule chose que ce gouvernement a obtenue jusqu'à présent est l'adoption de la fameuse ordonnance climat (mai 2021), dans laquelle la majorité bruxelloise ses objectifs climatiques et les rend exécutoires devant les tribunaux. Le gouvernement ouvre ainsi la voie à une politique climatique définie par les juges, ce que refuse la N-VA. Une grande incertitude règne au sujet de la politique climatique bruxelloise et de la possibilité d'atteindre les objectifs bruxellois pour 2030. Un centre d'études européen a déjà recalé la stratégie de rénovation bruxelloise, qui est pourtant le principal élément des objectifs de réduction des émissions de CO2 du gouvernement.

Conclusion

Des réformes majeures, tant politiques qu'institutionnelles, sont absolument nécessaires pour pouvoir enfin faire bouger les choses dans la bonne direction. Cependant, la gestion politique actuelle de gauche de la Région de Bruxelles-Capitale, dirigée depuis trois décennies par le PS, avec Rudi Vervoort à la barre pour la troisième législature consécutive, se retrouve inlassablement nantie d'œillères qui l'empêche de dévier du chemin emprunté par ses prédécesseurs. La probabilité que ce parti change enfin de cap pour Bruxelles est donc inexistante.